

celle relative à l'Office national de développement économique, celle relative à l'Office d'expansion économique de la région atlantique...

Le très hon. M. Diefenbaker: Vous en avez retardé l'adoption.

L'hon. M. Pearson: Évidemment, lorsque nous discutons de questions comme le bill sur l'Office national de développement économique, le premier ministre nous dit que nous en retardons l'adoption.

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est vrai.

L'hon. M. Pearson: Or, monsieur l'Orateur...

Le très hon. M. Diefenbaker: Vous ne faites que tuer le temps.

L'hon. M. Pearson: ... tout cela signifie...

Une voix: Une conscience coupable.

L'hon. M. Pearson: ... que le gouvernement actuel s'est effondré. Il n'est plus capable de gérer, non seulement les affaires de la nation, mais les travaux parlementaires, et afin de se tirer de la difficulté financière dans laquelle il se trouve—et ce sera certainement pour lui une difficulté...

L'hon. M. Starr: Vous allez vous en assurer.

L'hon. M. Pearson: Eh bien, les subsides provisoires ont été épuisés le 1^{er} ou le 2 février, et le ministre des Finances (M. Nowlan) ne nous a pas encore pressenti en vue de l'adoption du onze douzième qui sera requis pour le mois prochain. Le gouvernement actuel a si mal géré les affaires de la Chambre, sans compter les affaires du pays, qu'il s'est effondré, et il cherche à dissimuler ses défaillances en parlant d'«obstruction». Il y a une façon de sortir de cette situation et c'est de mettre fin au Parlement actuel.

L'hon. M. Fleming: Le chef de l'opposition me permettrait-il de lui poser une question?

L'hon. M. Pearson: Volontiers.

L'hon. M. Fleming: Il vient de parler de subsides...

M. McIlraith: Il parle d'indécision.

L'hon. M. Fleming: ... il préconise maintenant la dissolution du Parlement. Comment se propose-t-il de résoudre le problème des crédits provisoires des six prochains mois, s'il y a des élections?

L'hon. M. Pearson: Mon honorable ami est présentement ministre de la Justice, il a été ministre des Finances, il devrait être au courant de ces choses-là. Il sait fort bien que si le Parlement est dissous, le gouvernement peut payer ses dépenses par mandat du gouverneur général. Le ministre est un expert là-dedans, ça le connaît.

[L'hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Fleming: Dois-je conclure que le chef de l'opposition nous donne ce conseil?

L'hon. M. Pearson: Le ministre, dont la patience est infinie, attendra peut-être un moment. Il verra la motion que j'entends présenter. Je sais que par le passé...

L'hon. M. Churchill: Vous tournez autour du pot.

Une voix: Vous êtes indécis.

M. l'Orateur: A l'ordre! Même si un député peut interrompre le chef de l'opposition pour lui poser une question, je crois qu'il faudrait tout de même faire le moins d'interruptions possible. Mon observation s'applique à toute la Chambre.

L'hon. M. Pearson: Je sais que vos observations s'adressent à toute la Chambre, mais seuls nos vis-à-vis se les ont méritées cet après-midi. Surtout après les événements de la semaine passée, monsieur l'Orateur, il est de notre devoir, à n'en pas douter, de mettre fin au gouvernement le plus incompétent et le plus indécis que nous ayons eu. Je suis content que le premier ministre prenne note de cela également.

Le très hon. M. Diefenbaker: En fait, j'entends la même rengaine depuis longtemps. Le député s'illusionne.

L'hon. M. Pearson: C'est un gouvernement qui n'a jamais su où il allait; même s'il l'avait su, il n'aurait pas su quoi faire, même s'il l'avait su, il n'aurait jamais pu se décider de se mettre en marche. C'est un gouvernement qui n'a pu régler les problèmes parce qu'il n'a pu comprendre la plupart de ces problèmes, et même s'il les comprenait, il ne pouvait se décider quoi faire. Il a si mal géré ses affaires qu'il se trouve même sans argent. C'est pourquoi ce gouvernement tire à sa fin, monsieur l'Orateur. Personne ne le regrettera car il n'a su rien faire de bien.

Le très hon. M. Diefenbaker: Mais il sera ramené au pouvoir dès qu'il fera appel au peuple.

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre dit qu'il reviendra au pouvoir dès qu'il y aura des élections. Il est sûrement très optimiste. Ce gouvernement tombe avec fracas, au milieu des grincements de dents de ses partisans. Le Canada se verra bientôt, nous l'espérons, offrir l'occasion d'élire un meilleur gouvernement; cette occasion lui revient de droit. Tous les membres de l'opposition doivent la faire naître et, pour cela, se débarrasser du gouvernement actuel, grâce à une action concertée.

Car de quel droit un gouvernement qui ne gouverne pas et qui manque à tous ses devoirs s'éterniserait-il sur les bancs de l'autre côté